

JULIEN PRÉVOTAUX

Un européisme nazi

Le Groupe Collaboration et l'idéologie européenne
dans la Seconde Guerre mondiale

FRANÇOIS-XAVIER DE G

UIBERT

HISTOIRE ESSENTIELLE



UN EUROPÉISME NAZI

Julien Prévotaux

UN EUROPÉISME NAZI

Le Groupe Collaboration
et l'idéologie européenne
dans la Seconde Guerre mondiale

François-Xavier de Guibert
10, rue Mercœur
75011 Paris

© F.-X. de Guibert, Paris, 2010
ISBN : 978 2 7554 0354 1

ISBN pdf : 9782755411560

REMERCIEMENTS

Plusieurs personnes ont contribué, de diverses manières, à l'élaboration de ce travail.

Le concours de Jean-Paul Bled a tout d'abord été décisif.

Édouard Husson, de l'université Paris IV – Sorbonne, par ses conseils et sa disponibilité, fut d'une aide précieuse. Des éclairages essentiels furent délivrés avec gentillesse par Bernard Bruneteau, de l'université Pierre Mendès-France de Grenoble. A l'IHTP, Jean Astruc fut d'un accueil particulièrement appréciable. Des informations complémentaires furent aimablement fournies par Mickaël Neal, de la librairie « Village Voice » et par Éric Bussière, de l'université Paris IV.

Qu'ils soient tous remerciés à la hauteur de leurs contributions respectives, dont la valeur est assurément bien comprise.

J'adresse enfin un remerciement bien spécial à Fernanda Murad Machado qui a partagé la maturation de ce travail et qui, de bien des manières, a été une source de motivation.

INTRODUCTION

Le mythe est une représentation motrice de la vie, il exprime le monde mais dans un langage qui permet de la modifier. Il est proche de l'expérience religieuse.

François PERROUX

Le caractère le plus profond du mythe, c'est le pouvoir qu'il prend sur nous, généralement à notre insu.

Denis DE ROUGEMONT

La construction européenne semble s'accélérer ces dernières années. La signature du traité de Maastricht le 7 février 1992 termine le long processus de réalisation du marché commun et, surpassant le caractère économique initial de la Communauté européenne, révèle sa vocation politique. La création au 1^{er} janvier 1999 d'une monnaie unique sous l'égide d'une Banque Centrale Européenne parachève l'intégration économique et monétaire. Le 1^{er} mai 2004 l'Union accueille dix nouveaux pays membres, principalement d'anciens pays communistes d'Europe de l'est. L'année 2005 aurait pu voir l'Europe se doter d'une Constitution, mais les « non » référendaires français et hollandais, puis irlandais, viennent enrayer la marche militaire institutionnelle. Enregistrements parlementaires en lieu et place des votes populaires et révolutions juridiques¹ plus tard, bon

1. La dernière en date, l'arrêt du 30 juin 2009 de la cour constitutionnelle allemande de Karlsruhe, est toute significative. Voir les explications de Marie-Françoise Bechtel sur le site de la *Fondation Respublica*.

gré mal gré, l'Union Européenne fonctionne aujourd'hui avec son Traité de Lisbonne.

Depuis lors, chacun a pu constater le caractère véritablement pollué des débats d'idées. Aux détours de la mobilisation d'arguments mêlant déterminisme, simplifications historiques et une forte propension à l'amalgame voire aux pures manipulations, est apparue la véritable pesanteur d'une certaine idéologie européiste, qui n'est pas sans rappeler le fameux « Tina » – *There is no alternative*.

Respectabilités morale ou politique obligent, soutenir et encourager encore et toujours l'Union Européenne à aller plus loin dans l'intégration doit être le lot de chaque citoyen, en souvenir des guerres du xx^e siècle. N'est-elle pas en effet la triomphale réaction démocratique et libertaire des pays d'Europe au deuxième conflit mondial, l'antidote au délirant rêve impérial nazi ?

L'histoire de l'Union semble d'un premier abord aisée à retracer et sans ambiguïtés. De l'essor de l'idée d'Europe unie tout au long des siècles et des tentatives manquées de l'entre-deux-guerres, à sa concrétisation après 1945, l'expérience de la guerre marquerait entre ces deux périodes l'aboutissement dramatique du continent divisé en États-nations antagonistes et paradoxalement, servirait de prise de conscience générale, prélude à l'unification. Beaucoup d'historiens traitant de l'eupéisme s'accordent sur ce schéma de la continuité de l'idée européenne troublée un ultime moment par les dérives du nationalisme. À l'instar d'Élisabeth du Réau, la Seconde Guerre mondiale n'a pas sa place dans le parcours de *L'Idée d'Europe au xx^e siècle*². Si la période nazie se caractérise par un nombre impressionnant de pages relatives à une « Europe Nouvelle », la recherche traditionnelle ne retient de celle-ci qu'une propagande allemande à laquelle succombent dans le fourvoiement des collaborationnistes fascistes. En revanche la Résistance, en France et en exil, prépare soigneusement ses projets unionistes et fédéralistes en attendant la Libération et la défaite des pays de l'Axe.

Cette image d'Épinal pourtant, à la regarder de plus près, cache difficilement ses failles. La genèse de l'Union – et sa légitimité – paraît bien trop nette, à tel point qu'il n'y aurait, pour une fois, pas besoin de débat d'idées. Quelques-uns ont entrouvert la porte à une révision à la baisse du poids de la Résistance sur la construction

2. Elisabeth du RÉAU, *L'Idée d'Europe au xx^e siècle*, Bruxelles, Complexe, 1996.

européenne³. Walter Lipgens⁴ montre, en publiant les principaux documents, la relative pauvreté de sa pensée européenne durant le conflit. Quand bien même elle l'exprime, le sentiment national prime généralement sur le sentiment européen : le projet générique d'« Europe des nations libres » en est le symbole. Son intérêt pour l'union du continent a pu être exagéré après-guerre pour légitimer la cause européenne. Et lorsqu'il se distingue, les ennemis du nazisme semblent profondément désorientés et méfiants devant cette idée d'« Europe » qui est l'axiome favori des partisans du *Reich*.

Un seul thème est en effet partagé en commun par tous les mouvements français, et au-delà par l'ensemble de la Résistance européenne, c'est l'hostilité à l'occupant allemand. Rappelons également que la Résistance en France est très largement d'inspiration communiste et par là totalement imperméable à tout projet d'« Union de l'Europe ». En outre, c'est une représentation de l'Europe bien spéciale que semble exprimer une « mystique minoritaire⁵ » (principalement issue des courants démocrate-chrétien et socialiste) au sein de la Résistance (elle-même marginale avant la mise en place du STO) ; la construction européenne des années 1950, tributaire du contexte de Guerre froide, paraît assez éloignée de l'image que les résistants projetaient alors.

D'autant qu'il faudrait parler non pas de la Résistance, une et unie, mais de la réalité bien plus complexe des résistances, tant les divisions sont importantes sous le masque de l'unité inhérente à l'action commune contre l'Occupant ; il n'y a donc partant pas de « pensée unique » de la Résistance. Un des éléments révélateurs : toutes les tentatives de création d'un parti de la Résistance échouent à la Libération. « Si déjà tant de questions de politique intérieure divisaient “la Résistance”, s'interroge justement Pieter Lagrou, com-

3. Voir notamment Pierre GUILLEN, « Idéologie et relations internationales : les français libres et l'idée européenne », in *L'historien et les relations internationales*, Genève, Institut universitaire de hautes études internationales, 1981, pp. 295-308, et Robert FRANCK, « Les contretemps de l'aventure européenne », *Vingtième siècle*, n° 60, octobre-décembre 1998, pp. 89-90.

4. Walter LIPGENS (sous la dir.), *Documents on the History of European Integration*, vol. II, *Plans for European Union in Great Britain and in Exile, 1939-1945*, Berlin – New York, W. De Gruyter, 1986.

5. Voir Bernard BRUNETEAU, *Histoire de l'unification européenne*, Paris, Armand Colin, 1996.

ment en arriverait-on alors si facilement à une parfaite entente sur le futur politique de l'Europe entière ?⁶ »

Le renouvellement de l'historiographie discrédite sensiblement la thèse qui situe les racines de la construction européenne dans la pensée de la Résistance, de sorte qu'il est désormais « impossible de croire à une explication linéaire, démontrant que la construction de l'Europe descend en droite ligne de la pensée et de l'action résistante⁷ ». On parle alors généralement d'un « esprit de la Résistance » – plus difficile à mesurer – qui aurait pesé, sinon sur la construction européenne, sur le progrès de l'idée d'Europe. Dans tous les cas, dans l'immédiat après-guerre, rappelle Daniel Lindenberg, la Résistance est « une culture mort-né⁸ ».

L'histoire des origines de la construction européenne présente donc toutes les caractéristiques d'une histoire à re-faire. Celle-ci semble en effet plus développer et entretenir une légende, un véritable « mythe » – dans le sens d'une déformation de la réalité, d'invention (ou d'arrangement) du réel à l'aide d'une idée – plutôt que produire un savoir scientifique, *a priori* objectif, relatif au sujet observé. L'historien Christophe Réveillard a trouvé dans ce constat matière à un essai⁹. Marc Joly nous parle lui précisément d'un « mythe Jean Monnet¹⁰ », sorte de Solon des temps modernes¹¹ qui, avec quelques autres « pères fondateurs », véritables « prophètes¹² »,

6. Pieter LAGROU, « La Résistance et les conceptions de l'Europe, 1945-1965. Le monde associatif international d'anciens résistants et victimes de la persécution devant la Guerre froide, le problème allemand et l'intégration européenne », in Antoine FLEURY et Robert FRANK (sous la dir.), *Le Rôle des guerres dans la mémoire des européens*, op. cit., p. 139.

7. Robert FRANK, « Images de l'Europe et des européens chez les résistants pendant la Seconde Guerre mondiale », in Antoine FLEURY et Robert FRANK (sous la dir.), *Le Rôle des guerres dans la mémoire des européens*, Berne, Peter Lang, 1997, p. 81.

8. Daniel LINDENBERG, *Les Années souterraines 1937-1947*, Paris, éditions La Découverte, 1990, p. 247.

9. Christophe REVEILLARD, *Sur quelques mythes de l'Europe communautaire*, Paris, François-Xavier de Guibert, 1998.

10. Marc JOLY, *Le Mythe Jean Monnet*, Paris, CNRS Editions, 2007.

11. Claude MOSSE, « Comment s'élabore un mythe politique. Solon, "père fondateur" de la démocratie athénienne », *Annales ESC*, n° 34, mai-juin 1979, pp. 425-437.

12. C'est très significatif notamment dans François SAINT-OUEN, *Les Grandes figures de la construction européenne*, Genève, Georg, 1997 ; Thomas JANSEN et Dieter MAHNCKE, *Persönlichkeiten der europäischen Integration*, Bonn, 1981 ;